

Histoire du Lieutenant-Général « Puget-Barbentane » 1754 – 1828

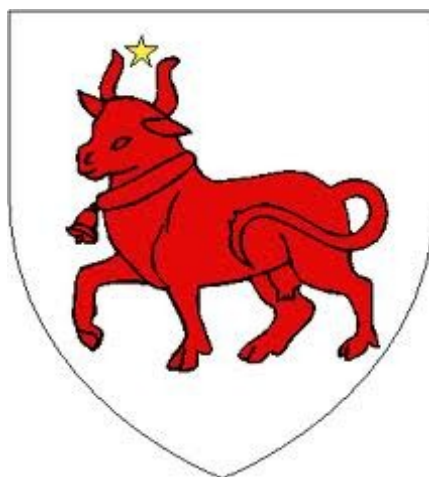
Par Denis Martin

Avant propos

Tout le monde connaît de nom le « général Puget-Barbentane » et son évocation provoque toujours des hochements de tête entendus. En fait c'est un personnage plutôt méconnu. Assez peu le portent en leur cœur : les « blancs » le détestèrent parce qu'il fut « rouge », et les « rouges » parce qu'il fut noble. Cet article tente de le présenter tel qu'il fut dans sa globalité avec son éducation, son tempérament, ses pensées et ses actes.

C'est tout à fait fortuitement que nous découvrons, M. Alain Maureau et moi-même, que nous publions quasi simultanément une étude sur ce général hors du commun, l'un dans le Bulletin de l'Académie de Vaucluse et l'autre dans la revue « Du Haut de la Tour » [2016]. Nous avons avec plaisir échangé nos travaux après coup, en conservant leurs originalités et leurs complémentarités.

Denis Martin, octobre 2016



Blason des Puget-Barbentane

Adolescence, Rousseau sur la table de chevet.



Hilarion Puget-Barbentane

Paul-François Hilarion de Puget, fils unique de Balthazar de Puget, marquis de Barbentane, est né en 1754 à Paris et il est dans la lignée directe des Puget de Cabassole de Réal, seigneurs et marquis de Barbentane.

Dans ses Mémoires édités en 1827, il s'attache d'entrée à nous dire combien il ne doit qu'à lui-même, et à l'éducation qu'il se donna, les idées libérales qui le guidèrent toute sa vie. C'est Voltaire certes mais aussi et surtout Rousseau, étudiés avec constance, qui vont influencer fortement sa pensée et son parcours. Les

Jacobins d'ailleurs, Robespierre le premier, se réclameront souvent de l'auteur du « Contrat social ».

Il marque ainsi quelques premiers traits de caractère, à savoir la volonté de dénoncer les vices de la société, l'envie d'en reconstruire une meilleure, et aussi, pour tout dire, le besoin d'afficher une certaine satisfaction de lui-même ! En estimant s'être fait seul en ce siècle des Lumières, il sous estime l'influence d'une famille relativement ouverte et libérale dont il a pourtant le souci de s'affranchir ; Il écrira plus tard, en 1793, en un temps où il est certes gravement menacé de guillotine : *« Avant la révolution, secouant les préjugés de la caste dans laquelle j'étais né, je portais dans mon cœur les sentiments de liberté et d'égalité »*.

- **Son père**, était en effet un protégé de Louis-Philippe d'Orléans qui lui avait offert un appartement au Palais Royal. Or le Duc d'Orléans, admirateur des idées nouvelles, contribua à le faire nommer Ambassadeur de France de 1766 à 1784 auprès du Grand Duc de Toscane dont la gouvernance était assez libérale. Le duc d'Orléans, élu député de la noblesse aux Etats-généraux de 1789, se rallia au Tiers-Etat. Initialement proche des Jacobins, il vota la mort du Roi, et

fut surnommé « Philippe Égalité », ce qui ne le sauva hélas pas de la guillotine en novembre 1793 ;

- **Sa mère**, Charlotte du Mesnildot de Vierville, entretint longtemps une correspondance suivie avec le penseur et philosophe anglais David Hume, ami des Encyclopédistes ;
- **Ses parents** étaient amis avec le libéral et original René-Louis de Girardin, seigneur d'Ermenonville, protecteur de Rousseau, qu'il fit inhumer en ses fameux jardins ;
- **Ses sœurs** suivirent un parcours bien différent !
 - ◊ Rappelons, pour l'anecdote, que **sa sœur Élise Aglaë** épousa le comte Vogt de Hunolstein, homme de grand cœur qui finit par émigrer. Elle menait à la cour et auprès de la reine, une vie fort légère et fut la maitresse de La Fayette vers 1780 ;
 - ◊ **Son autre sœur, « la belle Henriette »** épousa Jacques Le Prestre de Vauban, émigré présent lors de la fameuse équipée royaliste de Quiberon. Elle fut un temps à la cour du futur Louis XVIII alors en exil, vécut pendant plusieurs années avec le prince de Poniatowski et joua un rôle actif pour que se noue la fameuse relation amoureuse entre Napoléon et la comtesses Walewska. L'empereur n'en eut pas moins des mots discourtois à son égard.

Une vie conjugale écourtée

Encore qu'il fût un jour fort charmé d'être choisi comme cavalier par la reine qui lui enseigna même, dit-il, un pas de contredanse, les femmes compteront peu dans la vie d'Hilarion de Puget qu'une mauvaise santé récurrente desservit toute sa vie.

En 1784 il épouse à Ermenonville Adélaïde-Joséphine de Girardin (1766-1825) dont il eut un fils unique, Auguste de Puget, né à Paris en décembre 1789, continuateur de la lignée qui perdure de nos jours et qui fut largement soustrait à l'influence paternelle. Le général divorcera en 1795 et ne se remariera pas, contrairement à elle remariée vers 1800 avec un officier de hussards. Notons que son beau-frère, Stanislas de Girardin, dont Rousseau fut le précepteur, rédigea avec lui en 1789 les cahiers de doléances du baillage de Senlis dont il était député.

Début dans les armées du Roi et engrenage révolutionnaire.



Protégé, comme son père, du Duc d'Orléans, il **entame en 1770, une carrière militaire** et se retrouve sous-lieutenant à dix-sept ans au régiment « Orléans-Cavalerie ». Vite monté en grade, en 1782, il est Mestre de Camp et colonel en second du régiment de Neustrie avec l'espoir de partir en Amérique sous les ordres du colonel-comte de Guibert, grand penseur militaire aux idées libérales. Hélas pour lui, les victoires remportées Outre-Atlantique rendent inutile l'envoi de renforts. Nommé colonel du régiment d'Aunis en 1788 **il ne quitte pas Guibert, devenu son ami, et avec lequel il partage des idées « rousseauistes ».**

Portrait de Louis Philippe d'Orléans (1747-1793) Bien peu présent dans les casernes, il hante plus les salons libéraux à la mode, ceux de la Rochefoucauld ou de Necker, que la cour dont il dénonce la futilité et la corruption.

Avec son père, seigneur et marquis de Barbentane, ils vivent à Paris et **c'est par courrier de leur homme d'affaires qu'ils sont informés de la tournure des événements à Barbentane** où les plus ardents commencent à leur chercher chicane sur l'eau de leur moulin censée troubler celle d'une fontaine publique en amont, et sur la distribution annuelle aux pauvres, plus ou moins bien faite, du « pain des Mondragon », obligation dont les Puget avaient hérité en 1732. Pressé de fournir tous ses titres de propriétés, le marquis fait preuve d'abord d'une souplesse prudente en avouant avoir du mal à les retrouver tous, mais aussi de malice en s'interrogeant sur ceux de ses apostropheurs !

1789, la passion politique.



Portrait de La Fayette (1757-1834)

frères Lameth, de Barnave et de Duport.

De Guibert, décrié par ses amis de la noblesse pour son admiration pour Rousseau, est envoyé par le Tiers-État du baillage de Bourges à l'Assemblée Nationale en 1789 et **c'est lui qui donne à Hilarion de Puget l'envie de se lancer avec conviction dans la mouvance républicaine et dans le monde des assemblées**, tout en conservant sa place dans l'armée, mais sans y exercer d'activités réelles.

Tout en se disant « *maître de ses opinions* », on le voit **fasciné par les discours de La Fayette**, honoré d'être reçu dans le salon de Madame de Staël, subjugué par les élans patriotiques des

Mais, progressivement, **en 1790 et 1791, il devient plus intransigeant qu'eux, il s'éloigne des Girondins et de Mirabeau, s'inquiète des menées contre-révolutionnaires, suit assidûment les séances de l'Assemblée Nationale et celles de la Société des Amis de la Constitution qui n'est autre que le Club des Jacobins** où le ton va se durcir inexorablement. **Il adhère à cette tendance par idéalisme** et, penchant pour le débat intellectuel, participe à d'innombrables réunions enfiévrées. Sa santé précaire l'oblige, vers la fin de 1791, à s'éloigner des débats passionnés dont **il ne discerne pas les dérives naissantes**.

Retour aux armées.

Mais l'orage gronde sur nos frontières, le Roi a cherché à s'enfuir, l'armée manque d'officiers car beaucoup ont émigré et « Barbantane », c'est ainsi qu'il est désormais

cité, se sent appelé par le devoir. Bien qu'il n'ait encore jamais participé au moindre combat, on lui confie un poste de commandement dans la Garde Nationale   Paris. Mais il aspire pour sa santé au soleil du Midi. **Fait Maréchal de Camp (général de brigade) en octobre 1791 il obtient le commandement en second de la 8  division militaire (Bouches du Rhône et Var)** dont le général, très âgé, n'est plus guère en mesure de contenir les heurts violents qui opposent entre elles les factions révolutionnaires et les royalistes

L'affaire du régiment « Ernest », première destitution.



Drapeau du régiment d'Ernest

Il arrive dans le midi à la mi-janvier 1792 et trouve une situation explosive entre les « patriotes » et les « contre-révolutionnaires ».   Aix, signe de la confusion des temps, Barbentane découvre une municipalité « *brûlante de patriotisme* » mais « *craignant plus les patriotes que les contre-révolutionnaires* », et un « Directoire du Département » apeuré et partagé.

Stationnait en cette vile **un régiment suisse nommé « Ernest »**, mis à disposition du Roi de France par les cantons helvétiques. Ce régiment, fidèle au Roi, vivait dans la crainte des turbulences naissantes et particulièrement du groupe très exalté dit des « Marseillais ». Non sans raison ! Pour chasser les neuf-cents Suisses retranchés en leur casernement, en février 1792, **une colonne sans cesse grandissante de quelques milliers de Marseillais surexcités disposant de six canons se présente aux portes d'Aix. Le général Puget-Barbentane se trouve là avec une simple escorte et sans forces armées. Pendant trois fiévreuses journées, allant des uns aux autres, il va négocier pour éviter le pire.** La municipalité et le directoire sont paniqu s. Les « Marseillais » irascibles exigent le départ des Suisses sans armes ni munitions, la baïonnette au fourreau. Le major-commandant suisse, M. de Watteville, méfiant, refuse. Canons en avant les « Marseillais » progressent dans la ville, s ment l'effolement. Puget-Barbentane, accepté par tous comme interlocuteur, ne cesse d'aller et venir entre eux et les

pouvoirs civils et finit par laisser l'ultime décision entre les mains de l'avisé Monsieur de Watteville. « **Ou bien, lui dit Barbentane, vous partez en ordre, moi à vos côtés, déposant les armes dont j'ai pu obtenir l'assurance qu'elles vous seraient rendues, ou vous tentez de passer en force mais le pire vous attend.** » **M. de Watteville, après mûre réflexion, fait confiance à Barbentane.** Ayant hautement affirmé que « *le régiment était en France pour défendre le Royaume et non pour détruire des citoyens français* » **il fait poser les armes et quitte son quartier en ordre parfait** devant les « Marseillais » impressionnés qui ne font ni mouvement ni quolibet. Avec ses drapeaux et **une résignation douloureuse, voire humiliante**, le régiment prend la route de Toulon où il arrivera sans dommages. Il remontera un peu plus tard vers la Suisse sans trop d'encombres et ne retrouvera ses armes que bien plus tard.



Louis de Narbonne (1755-1813)

Le ministre de la guerre, M. de Narbonne, par crainte du mécontentement des Cantons suisses, désavoue le comportement de Barbentane, le destitue en mars 1792 et veut même le traduire en conseil de guerre. Le beau frère de ce dernier, Stanislas de Girardin, député girondin, le défend en disant que son « *seul tort avait été d'appartenir au club jacobin* ». L'arrivée du rapport de M. de Watteville, confirmant et louant en tous points le rôle de Barbentane, dissipe le malentendu. Il est **réintégré dès avril 1792** et reçoit à cette occasion maints témoignages de reconnaissance de la population aixoise, qui avait eu fort peur que l'affaire ne tournât en bain de sang.

Ainsi se termina un épisode bref mais marquant dans la carrière de Barbentane pendant lequel, en accord avec le major suisse, **il fit prévaloir les solutions pacifiques** et sut les imposer par une diplomatie active et courageuse.

Armée du Var et Mission en Avignon 1792 (avril-septembre 1792).

Le général Montesquiou commandant l'armée des Alpes lui confirme sa nomination

à la tête de la 8^e division militaire (Bouches du Rhône). **Pendant l'été 1792 il contribue à l'organisation de l'armée du Var aux ordres du général Anselme** qui se prépare à la conquête de Nice et de son comté à laquelle il n'aura point le temps de participer directement. En effet **il est alors envoyé en mission à Avignon et dans le Comtat**, depuis peu rattachés à la France, pour stabiliser une situation mouvante. Avignon sortait alors non sans mal du drame de la glacière⁽¹⁾. S'appuyant sur des Bataillons de Volontaires (Drôme et Isère), il met en œuvre tout son sens de la diplomatie persuasive pendant son bref séjour, pour calmer, mais favoriser, les « Amis de la Constitution », neutraliser les contre-révolutionnaires « papistes » et réprimer toutes les violences.

Conformément à son caractère, le général évoque son action en ses « Mémoires » avec une tendance marquée à la glorifier ! **Suspendu une nouvelle fois, la seconde, par son ministre en raison d'une dénonciation des membres du directoire du Var très suspicieux à son encontre**, il va attendre de nouveaux ordres et séjourner chez lui à Barbentane où, en septembre 1792 il reçoit pour consolation sa **nomination au rang de lieutenant-général** (général de division).

Purgatoire à Barbentane- hiver 92-93- et jacobinisme affirmé.

Il échoue dans une tentative de retour en politique comme député de la Convention et personne en haut lieu, ne se bouscule pour l'employer aux Armées. Il a heureusement Barbentane en point de chute naturel. En ce lieu, son souvenir, sa personnalité, son grade, son beau-parler en imposent malgré les réticences que provoque sa noblesse. Tout en rejetant la violence et en se voulant délibérément rassembleur, il incite les Barbentanais hésitants : « **Soyez Jacobins !** » **proclame t-il.** Les révolutionnaires, à l'image de la nation, se divisent de plus en plus : Les Fédéralistes du midi (Feuillants puis Girondins à Paris) relativement modérés et qui tiennent encore la municipalité avec l'indécis Joseph Malosse, et les Jacobins exaltés, érigés en « Clubs ou Société Patriotique », ont du mal à croire en la

(1) Le massacre de la Glacière a eu lieu au palais des papes d'Avignon dans la nuit du 16 au 17 octobre 1791. L'assassinat de Lescuyer, le secrétaire-greffier de la commune, par une foule de « papistes » en colère au couvent des Cordeliers pensant avoir été volés par les « patriotes », entraîna des arrestations douteuses de suspects, un jugement bâclé et l'exécution de 60 personnes par des bourreaux inexpérimentés conduits par le fils de la victime, provoquant ainsi un véritable bain de sang.

sincérité d'un noble ! **Son idéalisme républicain l'a fait pencher pour ce bord jacobin dont il ne voit pas venir les outrances.** Il a laissé de ce temps un texte imprimé et une adresse aux habitants du lieu (Médiathèque Ceccano, MS 2993 MS 2542) qui sont de longs plaidoyers justifiant sa conduite en tant que « *citoyen Barbentane* ».

Il se dit retiré à Barbentane où il n'était pas venu depuis six ou sept ans. Tout le monde vient naturellement à lui pour tenter de comprendre les événements parisiens **mais ce sont très ouvertement les jacobins qu'il encourage à se former en Club, qui se réunissent chez lui** et dont il favorise l'affiliation avec Paris ! Pour mieux se dédouaner de sa noblesse, en décembre 1792, il écrit même ce qui suit pour encourager les habitants à acheter des biens nationaux ayant appartenu à des bourgeois ou prêtres émigrés, à l'ordre de Malte ou à l'archevêque : « *...que viennent alors de nombreux acquéreurs pour former de riches établissements dans toutes les possessions des cy devants aristocrates, nobles et ecclésiastiques... Alors les campagnes fleuriront alors que par le passé les cy devants privilégiés (avaient) une richesse entraînant l'esclavage du peuple...* » !

Il reçoit souvent l'abbé Joseph Chabaud, curé constitutionnel, jacobin notoire et véhément, soutient Grévin, maréchal-ferrant, accusé d'avoir rossé un fédéraliste. Il reçoit aussi les frères Joseph-Honoré et Joseph-François Raoulx, fédéralistes dont il déplore les convictions.

Un jour, les jacobins et le général étant tous partis à Tarascon pour une fête « patriotique », la municipalité de Malosse et les fédéralistes, l'abbé Tinet en tête, font planter en fanfare un arbre de la liberté sur le Cours. Les Jacobins, étant de retour peu après et furieux de voir qu'ils n'avaient pas été prévenus, arrachent l'arbre, le général leur en offre un qu'ils plantent à leur tour à grands renforts de farandoles et de démonstrations menaçantes.

C'est vers cette époque que survient la fameuse journée insurrectionnelle du 10 août 1792 à Paris. La révolution change brutalement de cap, les Tuileries envahies, le Roi renversé, la terreur instituée. A Barbentane, dans les jours qui suivent, des exaltés jacobins pillent et molestent. Le général désavoue prudemment et préfère dénoncer

la responsabilité de la mairie jugée trop manipulée par les fédéralistes. Le curé Chabaud, le meneur « rouge », est dépassé par les événements, son frère Antoine reçoit un coup de sabre vengeur probablement de Jean-Antoine de Chabert, officier de la garde nationale qui sera maire plus tard sous la restauration !

La rupture est consommée entre les deux camps. Les fédéralistes vont fuir et se cacher dans la région. Les jacobins vont assurer une domination lourde sur la municipalité où Malosse subit leur main de fer avec la paradoxale caution de Puget-Barbentane. Un « patriote » écrira à son sujet : *« Puget a été constamment patriote depuis 1788, il est noble mais on peut s'en servir tant qu'il ira bien »*. **Tout est dit en cette lapidaire formulation !** L'abbé Tinet, dénoncé par ces « patriotes » est guillotiné à Orange en 1794. En retour, le curé Chabaud est assassiné et jeté à la Durance lors de la terreur blanche en 1795. Malosse est égorgé et noyé dans la Barthelasse.

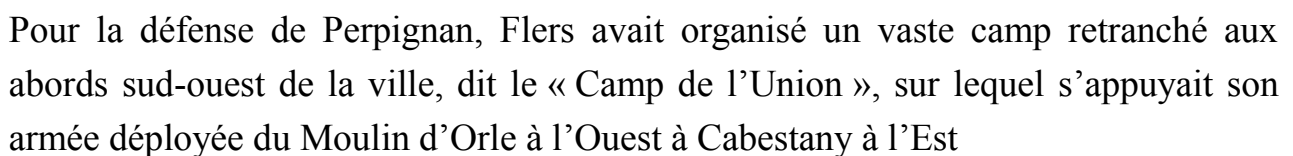
Pendant tout ce temps, bien que dénonçant inlassablement les violences, n'y ayant jamais participé en aucun cas, par un idéalisme constant en faveur de la souveraineté républicaine du peuple, le général Puget-Barbentane soutient de fait la cause des jacobins dont il se sait aussi menacé en raison de ses origines. **Tragique et constant dilemme.**

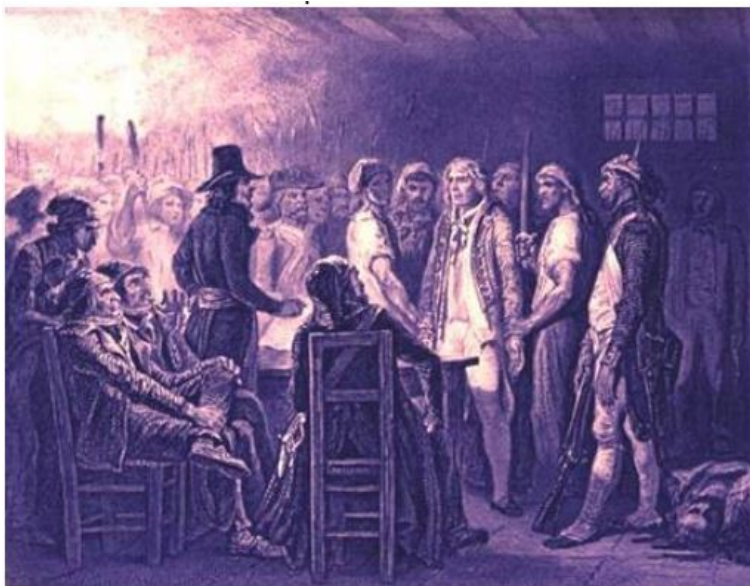
Avec l'armée des Pyrénées-Orientales (1793).

Enfin, l'armée le rappelle ! En mars 1793 il est rétabli en fonction à la 8^e division militaire à Marseille en vue d'opérations avec l'armée d'Italie. A la Convention, la guerre entre Girondins et Jacobins (« La Montagne ») dégénère en luttes sanglantes. C'est le temps de la terreur et la guillotine fonctionne à tout va. A Marseille, dans une atmosphère sulfureuse, les rivalités font rage.

Depuis longtemps déjà, il a effacé de son nom, titres et particule dont il disait lui-même que dans l'ambiance du temps, ils étaient *« un brevet de mort »*. Les représentants du peuple « patriotes » ne lui cachent pas : *« Nous vous aimons, mais votre caste est proscrite »*. Ils veulent lui confier la mission d'arrêter à Avignon le girondin Rebecqui. Assez crânement, il oppose une fin de non recevoir et se voit

Il cherche à s'éloigner, et, faute d'avoir pu être affecté à l'armée d'Italie, **c'est à celle des Pyrénées-Orientales qu'il se fait nommer en avril et y arrive en mai 1793. Il s'en voit confier la 1^{er} division.** La situation est critique, le commandant en chef, le prudent et habile général « Flers », anciennement vicomte de Flers, étroitement surveillé lui aussi par les représentants du peuple aux armées, est dans l'expectative devant l'offensive espagnole conduite par le général Ricardos, qui, avec 22 000 hommes et 100 canons se dirige vers Perpignan après s'être emparé de la forteresse de Bellegarde sur le passage du Perthus. Les français ne peuvent opposer que 10 000 hommes mal équipés et peu formés. Le 1^{er} juillet 1793 l'aile gauche des espagnols occupe Thuir et menace Perpignan pendant que leur aile droite se rabat vers la côte, occupe Argelès mais butte sur Collioure.





Arrivée de Puget-Barbentane aux armées des Pyrénées-Orientales

Le 16 juillet au soir Ricardos, déboulant de Thuir et Canohes, met en place une offensive générale qui débute le 17 dès trois heures du matin. Il déloge les troupes du général Dagobert du « Mas de Serre » (« Les Pavillons » de nos jours) à une demi-lieue au sud du Camp de l'Union sévèrement bombardé par l'artillerie espagnole. Le

17 juillet Dagobert tente une contre attaque vigoureuse qui est sur le point de mal tourner quand **Puget-Barbentane, sur ordre de Flers, intervient en appui décisif avec un millier d'hommes d'infanterie, de cavalerie et plusieurs canons.** Dagobert et Poincot, ainsi efficacement épaulés, reprennent l'offensive, chassent les espagnols du Mas de Serre et les font refluer au sud du canal. Perpignan est sauvée mais reste sous la menace d'un vaste encerclement.

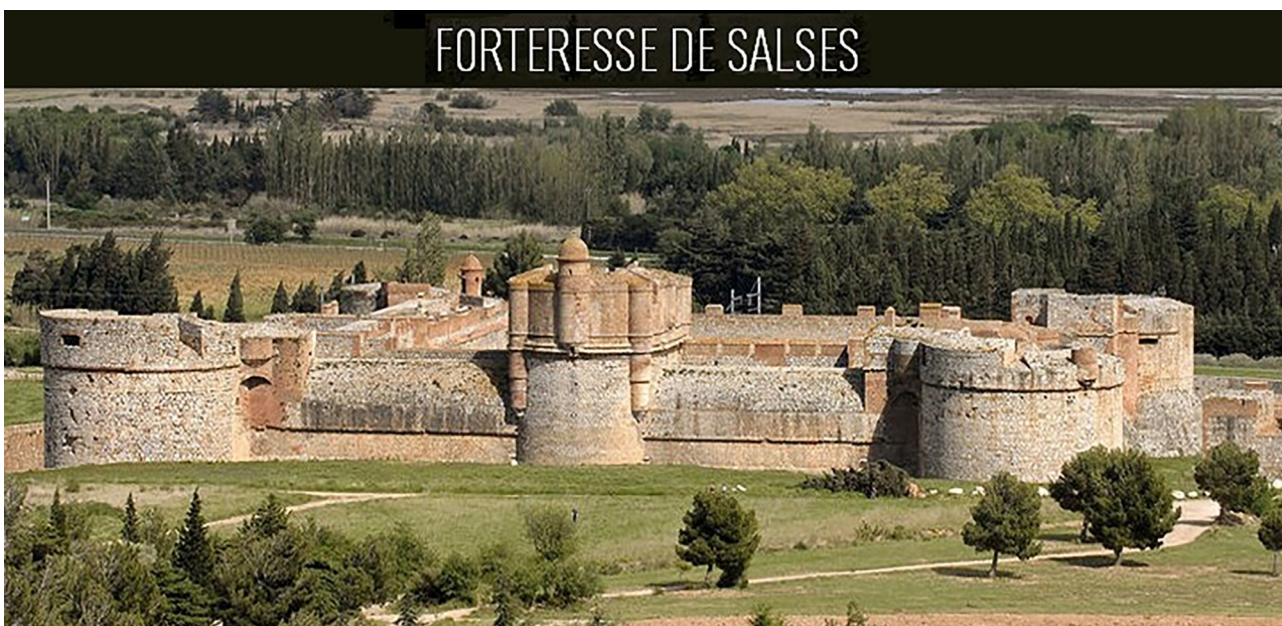
Notons au passage que, âgé de près de 40 ans, **c'est enfin le baptême du feu pour Puget-Barbentane, plus expert en organisation des armées qu'en combat.** Il écrira en ses « Mémoires » *« je n'avais pas l'expérience d'un homme de guerre... mais je possédais bien les connaissances nécessaires à la formation d'une armée ».*

C'est alors que les représentants du peuple décident de destituer Flers pour attentisme et l'expédie à Paris où il sera guillotiné. **Puget-Barbentane est nommé commandant en chef de l'armée des Pyrénées le 6 août,** préféré à Dagobert et à d'Aoust parce qu'il affiche haut et fort son républicanisme, qu'il a assez bien préparé ses troupes et enfin parce qu'il est le plus ancien « divisionnaire ». Il accepte avec hésitation arguant de sa santé et surtout de son aptitude incertaine face à la tâche. Les historiens les plus complets se montrent d'ailleurs incisifs en rapportant *« ...qu'il répond avec cette modestie commode qui se confesse si volontiers inférieure à une position conquise sur des compétiteurs écartées ».* Puget-Barbentane met toutefois pour condition d'avoir pour chef d'état-major son précieux

collaborateur, le général Giacomoni. L'historien Fervel, décidément peu amène, ajoute au sujet de Puget-Barbentane « *jeune général de l'ancienne armée qu'avait depuis longtemps rendu célèbre l'exagération de ses opinions révolutionnaires et l'éclat des actes par lesquels il s'était efforcé suivant son expression de laver son péché originel* ».

Il est investi le 10 août et suivant son habitude, il se lance dans une correspondance abondante pour se plaindre auprès du gouvernement du délabrement de son armée et apparaît obsédé par la crainte de voir Collioure bloqué par la marine espagnole. Il se contente de quelques démonstrations contre Ricardos en direction de Thuir et de Corbère. Il finit enfin par aller voir ses hommes en leur camp de Cornelia le 26 août et envoie un courrier très défaitiste à son ministre pour lui dire qu'il succombe à sa tâche. Il avoue même que, s'il fut choisi, c'est parce que « *les borgnes sont rois au royaume des aveugles* ».

Bien que peu enclin à l'offensive, il fait chasser les Espagnols de Corbère après un combat désordonné qui vit même deux colonnes françaises se mitrailler entre elles !



Sa décision principale, sur conseil de Giacomoni, de se retirer au fort de Salses plus au nord avec 4 000 hommes, d'installer le quartier général à Sigean et de ne laisser qu'une division au Camp de l'Union et à Perpignan aux ordres de d'Aoust, provoque beaucoup d'émoi. Habile tactique ? Acte de faiblesse ? Fuite coupable ? « *Il est de mon devoir de ne pas compromettre les troupes de la république* » dit-il. Il est critiqué de toutes parts et les jacobins de Perpignan se

déchaînent contre lui. Début septembre il ne donne plus guère signe de vie si ce n'est pour récriminer contre ses généraux. En butte aux représentants les plus farouches de la Convention, notamment Fabre d'Aude, il se sent menacé et se dit « *épuisé et fatigué* », probablement apeuré.

Démission, angoisse, prison, divorce.

Le 12 septembre 1793, expliquant que la fonction est « *au dessus de ses forces* », il donne une démission qui se croise avec sa destitution, la troisième de sa carrière, laissant aux historiens bien des questions sur son comportement militaire.

En ses mémoires il tente de présenter sa conduite d'alors comme exemplaire et estime que son action préparatoire fut le fondement des succès à venir. Sans doute, en bon organisateur qu'il était, fut-il précieux dans la phase préliminaire de cette guerre mais, souffrant d'une grande inexpérience du combat, il chercha sans doute trop à l'éviter. On lui reprocha « *sa passivité* » et la gazette « *Echo des Pyrénées Orientales* », jacobine convaincue, l'étrille sévèrement dans un de ces numéros de l'époque en évoquant « *une carrière militaire où il devait s'illustrer de médiocre façon* ». Un historien, le colonel Bourdeaux, indique que « *Puget-Barbentane ne fit que passer au commandement de l'armée* ». Et pourtant, son argumentation au sujet du retrait de Perpignan ne manque pas de bon sens.



Le Général Dagobert (1736-1794)

Le général Puget-Barbentane à la santé fragile, dépourvu de l'expérience du combat, plus agile à la plume que porté à l'épée, mais organisateur reconnu, placé dans un contexte militaire difficile, était surtout à cette époque et plus que jamais dans la hantise permanente de la guillotine que connaîtront de Flers et d'Aoust et tant d'autres...

Certains rapportent que lorsqu'il écrivit sa démission il « *resta tout le jour sur son lit comme s'il était sur l'échafaud* ». Ainsi donc il ne participera pas à la grande bataille de Peyrestortes qui s'engagea le

17 septembre sous le commandement du général

Dagobert qui dût le remplacer dans la hâte et qui repoussa victorieusement l'armée espagnole. Les temps étaient les pires qui se puissent imaginer pour les nobles et l'on peut comprendre les états d'âme de Puget-Barbentane.

Muni d'un passeport pour se rendre à la Convention, il prend à Narbonne la route pour Toulouse où règne hélas pour lui, un comité révolutionnaire féroce qui le fait arrêter et jeter dans une prison pleine de nobles et de malfaiteurs. L'arrivée opportune de représentants du peuple qui lui voulaient quelque bien, il s'en trouvait encore, lui permet d'être libéré. Il part pour Paris flanqué d'un gendarme. Dans la capitale, il rencontre Carnot, veut se justifier devant quelques comités mais réalise vite qu'il vaut mieux pour lui se faire très discret.



Il raconte en ses « Mémoires » qu'ayant par hasard croisé Robespierre aux Tuileries, ce dernier s'enquit de lui, le fit arrêter et emprisonner à Saint Lazare. Le sursaut du 9 thermidor (27 juillet 1794) et le renversement de Robespierre expéditivement guillotiné le sauva et il vécut alors à Neuilly et Paris dans la discrétion et un assez grand dénuement.

Maximilien Robespierre (1758-1794)

Il put, grâce à quelques appuis, obtenir la libération de son père, sa mère et sa épouse. Les rapports familiaux restent froids, le divorce est prononcé en 1795 et son fils unique, Auguste, alors âgé de six ans et dont il ne parle jamais, sera élevé dans sa famille.

13 vendémiaire an IV ! Il faut sauver la République !

Vint le 13 vendémiaire, jour fameux (5 octobre 1795) où Barras, commandant en chef des armées et le jeune Bonaparte brisèrent rudement l'insurrection royaliste, Barras attestera que Puget-Barbentane fut auprès de lui pendant ces moments cruciaux au cours desquels il fit connaissance de Bonaparte qui lui écrira d'ailleurs en mars 1796 : *« Je vous ai connu au 13 vendémiaire où votre conduite vous a acquis des droits à l'estime des amis de la patrie ».*



Paul Barras (1755-1829)

Il rencontre Sieyès à qui il laisse par écrit ses idées sur la construction de la République et obtient de Barras un accord de reprise de service armé à la tête de la 8^e division militaire à Marseille en date du 20 novembre 1795. Il est inactif depuis deux ans mais n'a pas cessé de faire connaître à qui veut bien l'entendre ses conseils pour l'avènement d'une république défenderesse des libertés. Il écrit longuement aux représentants du peuple, aux membres du Directoire, aux ministres, aux hommes influents pour leur montrer la marche à suivre ! Rousseau est toujours en lui !... Décidément notre général, même s'il voit finalement assez juste et avec

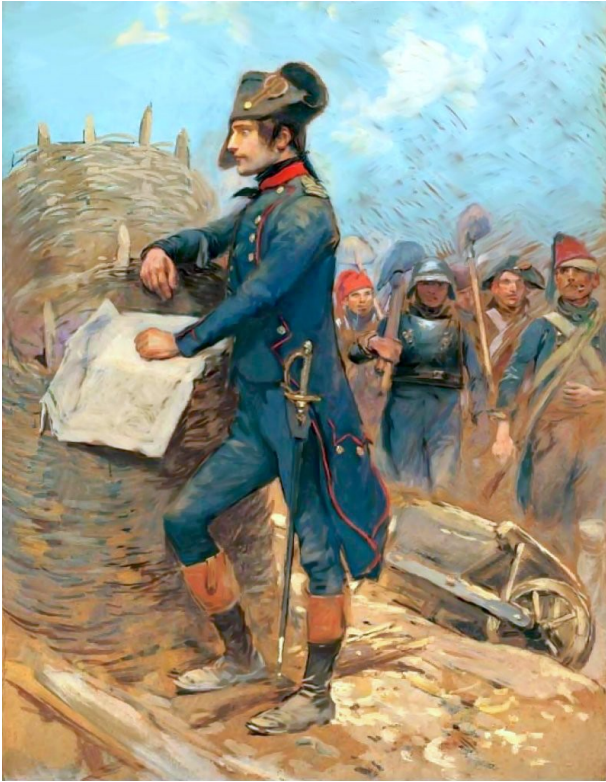
hauteur de vue, doit être difficilement supporté dans les allées du pouvoir !

Retour mouvementé dans le midi, février 1796.

Il arrive à Avignon en février 1796 où il ne trouve pas les instructions espérées de la part du général Scherer, commandant l'armée d'Italie ayant autorité sur la 8^e division militaire de Marseille. Il apprend cependant qu'il est chargé au passage de mater des émeutes royalistes qui ont, notamment, ensanglanté Valréas. Il y fit au mieux, avec diplomatie et avec de faibles moyens. Il y trouve aussi le très politique et féroce Fréron, jacobin ambigu et changeant, d'une rare cruauté lors de la terreur et avec lequel il sympathise et disserte longuement.

Et Fréron, voyant son désarroi, le nomme à nouveau, sans trop de droit pour cela, commandant de la 9^e division militaire à Perpignan et Montpellier où il va retourner quelques semaines ! On comprend la colère du Ministre de la guerre du Directoire devant cette décision d'un politique ! **Il est prestement prié de retourner à Marseille à la 8^e division ou il accueille Bonaparte en route pour commander l'armée d'Italie. Pour avoir vécu avec lui les événements du 13 vendémiaire il le tutoie et rapporte lui avoir trouvé « une figure pâle et défaite ».**

Il ne manque pas de lui exposer la situation politique de la région et ses idées



Napoléon Bonaparte au siège de Toulon

Marseille.

républicaines pour la gérer. Bonaparte l'écouta, s'en alla et de Nice lui fit savoir qu'il avait décidé de couper la 8^e division en deux en ne laissant à Puget-Barbentane que les Bouches du Rhône et le Vaucluse d'où il devait assurer le départ pour l'Italie du maximum de troupes et fournitures tout en y maintenant un calme précaire tant l'agitation royaliste était ardente en ces contrées. On peut noter toutefois, que dans la mesure où il le pût, il fit atténuer la rigueur de l'emprisonnement imposé à Marseille à deux jeunes princes de la famille d'Orléans. Il eut aussi l'occasion de visiter et aider Madame Bonaparte mère et ses filles alors modestement logées à

Armée d'Italie, une nomination qui tourne court...

Soudain, à son grand dépit il reçoit en **juin 1796** instruction du Directoire de quitter ses fonctions et de se rendre à Milan pour se mettre aux ordres de Bonaparte qui vient d'y entrer triomphalement. Il écrit son interminable point de vue au Directoire, à Barras et aux ministres pour exposer combien il est utile dans le midi de la France. **On voit bien là ses préférences constantes : construire la république de ses rêves et non guerroyer au loin pour sa gloire !**

Mais l'ordre lui est réitéré fermement et il doit passer le commandement à Marseille au général Willot qu'il déteste pour son acharnement à vouloir éliminer tous ses amis jacobins de Marseille ! Puget-Barbentane déplore l'évolution conservatrice du Directoire et ne s'en cache pas ! En cours de route à Nice, en septembre, il apprend sa **destitution (la quatrième)** instrumentée par Willot auprès du Directoire. Sans hâte, il part néanmoins pour Milan retrouver Bonaparte qui faisant fi des ordres du Directoire, l'accueillit « *avec distinction...* » et lui « *fit les offres les plus*

obligeantes » écrira Puget en ses « Mémoires ». En fait Bonaparte écourta l'entretien et lui prescrivit d'attendre sa décision.



Henriette de Barbentane (1757-1829)

Attendre est une habitude chez notre général et il passe quelques mois fort paisibles dans la petite cour qui s'organise à Milan pendant que Bonaparte vole de victoires en victoires. Puget-Barbentane, bien que peu fortuné par rapport à bien d'autres, fait bonne figure auprès de Joséphine, récente épouse du général avec laquelle il fait quelques promenades. Il a même l'occasion de rencontrer un plénipotentiaire de Vienne en quête de paix qui lui donne de bonnes nouvelles de sa sœur Henriette de Barbentane, madame de Vauban, émigrée en Autriche, dame de compagnie de Louis XVIII en son exil et future

maîtresse du prince Poniatowski. Le frère et la sœur ont suivi des voies bien différentes !

Fidèle à lui-même, il écrit inlassablement aux notables du Directoire en janvier 1797 pour dire sa haine des violences de la terreur de 1793 mais aussi son anxiété devant les dérives anti républicaines du Directoire. **Il quitte Milan sans avoir participé à aucune action et après une entrevue avec Bonaparte peu enclin à utiliser ses services. Il arrive à Paris en juin 1797.**

18 fructidor an V, il vole sans conviction au secours du Directoire.

Il court les ministères et les rendez vous avec les personnages du temps pour comprendre sa destitution. « *Vous avez beaucoup d'ennemis* » lui dit on en haut-lieu.

En ce temps où les réactionnaire et royalistes reprennent des couleurs, le général Barbentane ne cesse d'écrire des mises en garde sur les périls qu'encourt la république et de distribuer des conseils et des notes. Il déplaît à beaucoup sans pour autant obtenir le soutien de ceux qu'il appelle les « patriotes » tant sa noblesse est indélébile.



Arrestation des députés royalistes le 18 fructidor an V

Lors du 18 fructidor an V (4 septembre 1797) le Directoire mis en danger par des élections qui lui sont défavorables choisit le coup de force contre les royalistes en appelant Bonaparte à son secours. Ce dernier expédie Augereau à Paris pour le secourir. C'est un vrai coup d'État, Augereau et l'armée prennent de force les points stratégiques de la capitale et arrêtent notamment Pichegru et

Willot. Bien que certains de ses amis républicains se soient associés au mouvement royaliste et qu'il ne porte pas le Directoire en son cœur, Barbentane se range aux ordres d'Augereau, met aux arrêts le colonel de la Garde et tient informé des événements le Directoire. Puget-Barbentane reconnut plus tard que cette affaire l'avait mis bien mal à l'aise et que la dureté des proscriptions le choquèrent. On était loin de la république de ses rêves de jeunesse !

Passage éclair à l'armée de Moselle, destitution, fin de carrière militaire.

Le ministre de la guerre lui propose la division militaire de Mézières dans le cadre de l'armée de Moselle. Il refuse d'abord, soucieux pour sa santé et plus enclin à la politique qu'au commandement et ne finit par accepter qu'en octobre 1797. **A peine était-il en poste, qu'en février 1798, victime de dénonciations calomnieuses, il reçoit sa cinquième destitution pour cause de voyages suspects à Paris.**

Blanchi, il apprend en septembre 1798 qu'il est réintégré dans la classe des officiers réformés. Il n'espérait pas mieux et finissait ainsi à 43 ans une carrière militaire de vingt ans au cours de laquelle il ne combattit vraiment que quelques jours de juillet 1793 dans les Pyrénées-Orientales ce qui lui valut néanmoins l'honneur d'être inscrit sous l'arc de triomphe parmi les 660 officiers généraux ayant commandé aux armées républicaines et impériales.

Retour à Barbentane (1798). Mais où donc logeait-il ?

Arc de Triomphe, pilier ouest, 33 et 34^e colonnes

SERVAN DUGOMMIER	CLAUZEL LECLERC
SCHERER MONCEY	SEBASTIANI REILLE
DEFLERS D'ELBHECQ	DORSENNE DUPERRE
MULLER PERIGNON	BARBANTANE SAHUCUET
DACOBERT VICTOR	FRECEVILLE DUBOUQUET
SOULT DECRES	CANCLAUX TRAVOT
SUCHET JUNOT	DELABORDE MARBOT
DECAEN LINOIS	WILLOT LACRANCE
HUBER	

Libre de ses mouvements il semble bien qu'il part pour Barbentane vers fin 1798 « *dans les propriétés de ses pères* »... « *pour vaquer à ses affaires et sa santé* », et s'éloigner des intrigues en faisant savoir au Directoire qu'« *Il ne restera bientôt plus de la république qu'un spectre et ce sera vous* ». Prédiction qui sera vérifiée : en novembre 1799 il apprend le coup d'état du 18 brumaire qui ne correspond guère à ses vœux tout en reconnaissant qu'il était temps qu'il soit mis fin à l'anarchie du Directoire !

A Barbentane il va à nouveau jouer un rôle de notable apprécié, mais avec bien sûr la volonté de conforter les anciens jacobins souvent menacés et de

condamner les menées royalistes et même le retour des anciens fédéralistes modérés. Il devient le lointain spectateur de l'effondrement du Directoire dont il honnissait les perversions et de l'avènement de Bonaparte le 18 brumaire (9 novembre 1799) dont il craignait les ambitions mais, républicain lassé, il avoue le besoin d'un retour de l'ordre.

Il ne logea probablement que peu ou pas au château qui était placé sous la surveillance du fondé de pouvoir de son père, l'homme de Loi François Delcros auquel il donne cependant instruction en 1805 d'y préparer le logement du préfet qui n'y viendra d'ailleurs pas. Il lui écrit à cette occasion : «...*si j'eusse habité la maison de mon père, où je ne mets pas les pieds, je me serais empressé de vous y recevoir... j'aurais aussi invité Madame Thibaudeau et j'aurais fait une petite fête champêtre... mais, hélas, j'habite une maison dans le village qui ne me permet pas de vous offrir un logement... mais vous logerez dans la maison de mon père...* »...

Les seuls repères que nous ayons sont la mention d'une résidence dans la grande maison du café Saint-Joseph, propriété de famille, puis dans l'ancienne auberge



Maison dite Bonnet, rue du Séquier à Barbentane

« Bonnet », rue du Séquier, qu'il acquit à son nom en 1813 au plus tard (mentions marginales au cadastre de 1791). Il est possible également qu'il ait utilisé l'ancienne demeure des Mondragon sur le Planet, propriété des Puget depuis près d'un siècle.

Maire très actif à Barbentane.

En septembre 1801 étant remonté à Paris pour ses affaires de famille, il rencontre Fouché, écrit longuement à Bonaparte et reçoit en retour une invitation à rencontrer le général Duroc en vue d'une affectation. Puget-Barbentane, très peu disposé à cette idée indique sans ambages sa préférence à rester dans le corps des officiers réformés pour cause de maladie nerveuse. On l'y laissa semble-t-il sans regrets, son passé militaire plaidant peu en sa faveur et son idéalisme républicain n'étant plus guère à l'ordre du jour. On lui promet seulement un geste de réhabilitation. Il vint par un arrêté du 3 avril 1802 du préfet de Bouches du Rhône, Charles Lacroix, le nommant maire de Barbentane. La commune après des années d'épuisements sanglants entre

jacobins, fédéralistes et royalistes et après des inondations répétées dont celles épouvantables de 1802, est dans un état d'accablement et de misère. Les rancœurs y sont profondes. La volonté de Puget-Barbentane, il n'a pas encore repris sa particule nobiliaire, est d'y ramener un peu de solidarité, de paix et d'ordre.

Il se met à l'ouvrage avec zèle. La mairie, place de l'église est en si mauvais état que le conseil se réunit souvent à la Maison Curiale. Première décision : les conseillers devront perdre la mauvaise habitude d'arriver en retard ! Il s'attaque aux dossiers : rétablir la sécurité, éliminer les rixes, combattre les vols, veiller à la remise en état des digues, pourchasser les déserteurs, redresser la gestion laxiste de l'hôpital, remettre en route l'économie.

Avec, semble t-il, une neutralité respectueuse, il accompagne le renouveau du culte catholique mais ne semble pas avoir été présent à la première et fervente messe le 20 avril 1802 après dix années de privation. Le brave curé Joubert étant décédé peu après cette messe fameuse, il écrit à l'évêque d'Aix qu'il est tout disposé à faire le meilleur accueil à son successeur. Il décide aussi la prise en charge par la commune de la rémunération du curé et du vicaire, ce qui n'était nullement une obligation. Convié à l'occasion de la bénédiction d'une nouvelle cloche, il décline l'invitation mais fait une offrande de quatre Louis.

Mais il ne peut pas tout, tout seul. Pour défendre la cause de sa commune il joue beaucoup de sa situation géographique calamiteuse entre Rhône et Durance, il écrit au préfet, au sous préfet, il sollicite des aides, harcèle les fonctionnaires, dénonce leurs lenteurs, condamne les nobles riverains de la Durance pour leurs négligences coupables et étrille sévèrement à ce sujet la noble dame de Forbin-Janson !

Le général se fait volontiers flatteur. On relève par exemple dans des courriers au préfet : *«votre position supérieure, vos talents, votre crédit... vous permettent de faire mieux que les autres... »*, *« un magistrat civil supérieur (comme vous) réunissant tant de zèle à tant de talents... »*, *« grâce à vos précieuses instructions.. »*, *«à votre sollicitude magistrale »*... Etc.

Le maire prend ses distances.

Dès 1804-1806 la confiance de ses supérieurs s'use dangereusement. Ses courriers verbeux et ses doléances incisives, finissent par lasser. D'un nouveau préfet, il s'impatiente : *« il ne sait pas ce qu'il dit »* ou *« il n'est au courant de rien »*. Les rapports se dégradent, on glisse vers la fin de l'état de grâce. Sa santé,

son éternel point faible, le mine. « *Je suis accoutumé aux infirmités... mais mes éruptions extraordinaires au visage sont plus douloureuses qu'un coup de sabre...* » écrit-il.



Aglaé de Barbentane (1755-1817)

Il est particulièrement sensible aux problèmes de la fuite des conscrits et de la chasse aux déserteurs de retour. L'administration napoléonienne se fait terriblement pressante ! Il se défend en disant qu'il ne peut agir seul et sollicite davantage d'aide de la gendarmerie. Contre un officier de gendarmerie de Tarascon qui lui dit cavalièrement que ce service se paye, il s'emporte, il n'a pas de budget pour cela ! Deux barbentanais ayant été repris et détenus à Graveson, quarante amis vont les libérer lors d'une opération musclée ! « *Les barbentanais n'ont pas l'esprit militaire* » se désole le maire.

Ils n'ont pas tous non plus retrouvé la foi catholique ! En 1808 lors d'une messe dominicale quelques hommes du pays, des jacobins farouches, agglomérés avec désinvolture à la porte nord, apostrophent vertement le curé en chaire qui s'en étrangle de colère et fera murer la porte par rétorsion ! Le maire tente en vain de se faire médiateur. L'argument suivant lequel cette porte donnait une fraîcheur salubre à la santé des fidèles en été restera sans effet !

En 1809, appelé à Paris au chevet de son père très malade, il laisse à son adjoint Louis Meyer le soin d'administrer Barbentane. Les divergences d'opinion avec ses parents et les dissentiments nés de la révolution ne purent être effacées à cette occasion. Il est encore à Paris en janvier 1811, et, ayant besoin de prolonger son séjour, il y sollicite le versement de sa solde rue Basse du Rempart (détruite au XIX^e siècle -9^e arrondissement) et non dans les Bouches du Rhône. Comme rien ne se fait sans l'aval de Napoléon, le ministre de la guerre transmet et reçoit en retour un refus avec la sèche mention manuscrite de l'empereur « ***le laisser chez lui étant inutile à Paris*** ». Le général écrira plus tard à ce sujet « ***je savais que Napoléon pouvait avoir quelque malveillance pour moi*** ». Grâce à un petit arrangement avec

un employé discrètement soudoyé il restera encore plusieurs mois et son père mourut en juillet 1811. Lassé par les absences interminables du maire, Louis Meyer, son adjoint, démissionne en février 1812. Un nouveau maire est nommé par le préfet en décembre 1812. Puget, toujours à Paris, quitte la scène communale dans la plus grande discrétion.

Fin de carrière.



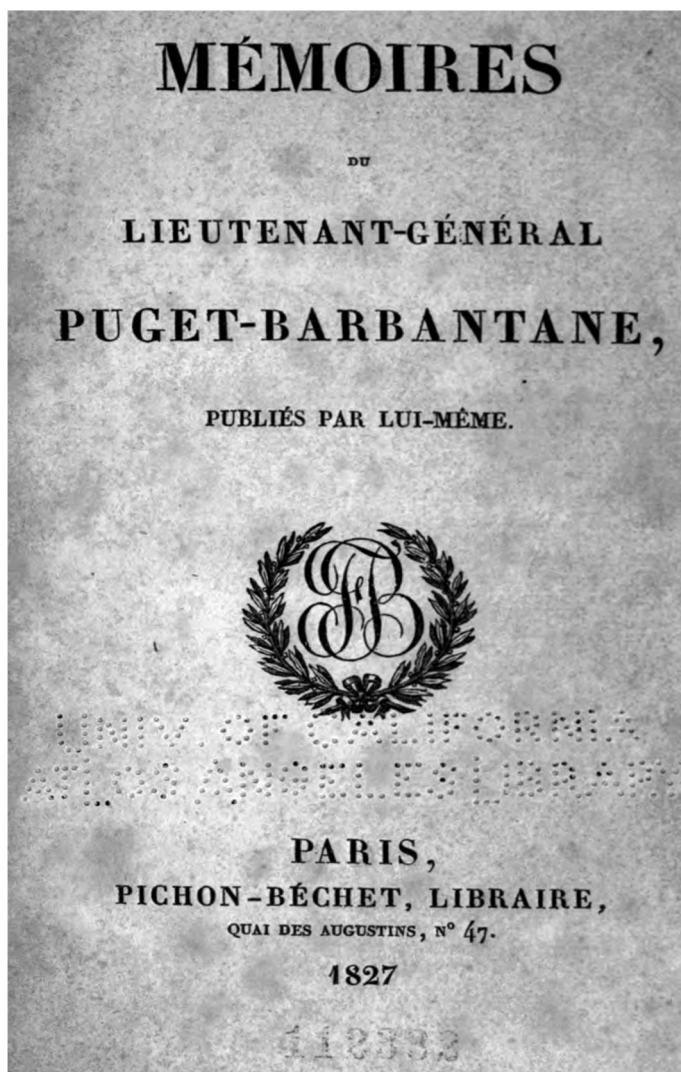
Assassinat du maréchal Brune à Avignon le 2 août 1815

Les événements nationaux et les revirements tragiques qui vont suivre le mettent dans la plus périlleuse des situations. **Tenu à distance par Napoléon pour avoir été trop républicain, honni par les royalistes qu'il avait durement combattus, il se trouve dangereusement en porte à faux, tant lors des deux Restaurations que lors des Cents jours.**

Au premier retour de Louis XVIII, se conformant à l'élan majoritaire il arbore le drapeau blanc et se voit menacé par une bande jacobine qui dénonce ses louvoiements, envahit sa demeure, le met en joue et le somme de le retirer. A cette même époque, invité à une messe solennelle pour le retour du Roi, il s'excuse, arguant de ses infirmités qui « *le prive avec regret du service divin* ».

Lors des cent jours et du retour de l'empereur, il se sent obligé d'aller à la mairie le 12 mai 1815 signer le registre d'approbation du nouvel acte constitutionnel mais il y ajoute, bien dans son style, une longue mention restrictive (« *Je dis oui, mais si... etc..* »).

A la seconde Restauration, il est paniqué par l'assassinat du Maréchal Brune perpétré à Avignon par des bandes royalistes et redoute cette terreur blanche qui



sévît aussi à Barbentane où le curé est menacé de mort parce qu'il refuse d'ajouter la statue de la Duchesse d'Angoulême à celle de la Sainte Vierge lors d'une procession. Puget se cache alors quelques temps chez des amis dans le Vaucluse. Il approuve cependant les dispositions assez libérables de la « Charte » initiale « octroyée » par Louis XVIII mais ce ne sera que pour mieux dénoncer l'ultra royalisme de ses néfastes ministres.

Le général Puget-Barbantane reviendra peu à Barbentane, vivra principalement à Paris où il écrira des « Mémoires » (1827) qui sont un long plaidoyer pro domo montrant les tourments d'un idéaliste confronté

sans cesse aux rudesses de la réalité. *« J'ai salué avec joie l'aurore de la révolution parce que j'avais puisé ses principes dans les livres des philosophes ».*

Il y expose, non sans une certaine autosatisfaction, son souhait de se justifier et son désir de plaire et d'être reconnu, malgré une carrière militaire bien peu remplie.

Il n'aura en fait trouvé son épanouissement que lors du bouillonnement des idées en 1789 puis aura été en butte à tous les régimes qu'il connut : Convention, Directoire, Consulat, Empire, Royauté. Les déboires de santé et de famille auront aussi marqué son existence.

Il meurt à Paris le 27 mars 1828 à l'âge de 74 ans et est inhumé au cimetière de Montmartre dans le caveau d'une famille qu'il rejoint ainsi et enfin.

Denis MARTIN